

**BADR'EDDINE MILI AU SOIR D'ALGÉRIE :**

# «À quand les mémoires du général Toufik ?»

**Le départ du général de corps d'armée Mohamed Mediène a constitué le sujet d'intérêt principal de l'opinion publique cette semaine. Afin d'approfondir la réflexion sur ce qui constitue un événement majeur de la vie des institutions, nous avons demandé à cet observateur attentif qu'est Badr'Eddine Mili de nous éclairer sur les tenants et les aboutissants de ce qui restera un tournant dans la vie politique et militaire de l'Algérie indépendante.**

**Le Soir d'Algérie :** Le général de corps d'armée Mohamed Mediène quitte la direction du DRS, admettant sa défaite dans l'épreuve de force qui l'opposait à la présidence de la République sans s'être défendu ni expliqué sur les accusations directes ou indirectes dont il fut l'objet. Quelle signification, selon vous, cet événement revêt pour l'avenir de l'Algérie, à un moment de grande tension sécuritaire et de crise économique larvée ?

**Badr'Eddine Mili :** Le départ du général Mohamed Mediène était programmé sur les tablettes de la présidence de la République, au moins, depuis la charge lancée contre lui par le secrétaire général du FLN qui ira jusqu'à l'accuser d'imprévision dans l'affaire de l'attaque terroriste de Tiguentourine et d'abus de pouvoir dans l'enquête que ses services avaient déclenchée contre Chekib Khelil soupçonné de corruption. La survenue de cet événement, dans des conditions, effectivement, difficiles pour le pays, sécuritairement et économiquement, clôt, cependant, deux années d'une lutte sourde au bout de laquelle il finit par apparaître dans la posture d'un roi nu, tétanisé, délesté du plus clair de son «empire» et isolé de ses hommes de confiance, pour la plupart, limogés et, pour certains, arrêtés et déferés devant la justice militaire.

Au-delà des détails circonstanciels qui ont entouré l'épisode, il reste que le général admis à la retraite était le dernier officier janviériste à passer la main, au terme d'une période de terreur sanglante et de non-droit qui restera dans l'Histoire de l'Algérie comme la plus déstabilisatrice depuis 1962.

On ne sait pas, encore, comment la présidence de la République va gérer l'impact de sa décision ni dans le cadre de quelle démarche politico-sécuritaire comportant, probablement, d'autres changements institutionnels de fond, elle va lui donner des prolongements, mais ce qui est vraisemblable, c'est que le rattachement d'une grande partie des structures du DRS à l'état-major de l'ANP n'affectera pas les capacités des forces de sécurité à assurer la défense du pays contre les dangers réels ou virtuels qui le menaceraient, d'autant que c'est un professionnel de l'arme du renseignement qui est appelé à prendre la succession du général déchu.

**La situation qui a précédé cette éviction avec tous ses rebondissements — «incident de Zéralda», «déploiement des forces de police dans les rues d'Alger» — ne vous paraît-elle pas porteuse des ingrédients de la poursuite, à l'intérieur des centres de décision, des débats sur la révision de la Constitution et la succession du Président Bouteflika ?**

Le fait, en lui-même, n'est pas inédit. Quoique le contexte n'avait rien de comparable avec celui d'aujourd'hui, le Président Chadli Bendjedid avait procédé, presque dans les mêmes formes, à la réorganisation de la Sécurité militaire, au début des

années 1980, en éloignant de la tête de l'institution feu Kasdi Merbah, l'homme qui parraina sa candidature à la succession du Président Houari Boumediène, puis, dans un deuxième temps, démantelé les services de sécurité, lors des événements d'Octobre, mettant fin aux fonctions du général Lakhal Ayat après les accusations de massacres et de tortures portées contre les chefs d'une armée appelée à la rescousse d'un régime menacé de naufrage.

Après cela et après l'adoption de la Constitution de 1989 instaurant le multipartisme et la liberté de la presse, le Président Bendjedid apparut dans la position avantageuse d'un chef d'Etat porteur d'un projet démocratique, à l'algérienne, dont il revendiqua, plus tard, dans ses mémoires, la paternité. Pas pour longtemps, dans la mesure où, renaissant de leurs cendres et reprenant du nerf, à l'apparition des premiers signaux d'alerte terroriste, les services de renseignement eurent vite fait de reconquérir leurs anciens territoires et s'imposèrent comme la colonne vertébrale du régime, dépositaires de la légitimité révolutionnaire dont ils revendiquaient, dans leur doctrine justificatrice, l'héritage, en droite ligne de leur aîné le MALG.

Abstraction faite des contingences liées au fait, en lui-même, une lecture historique de la décision de démanteler, définitivement, l'appareil de la police politique suggérerait une revanche posthume de l'EMG de Ghardimaou sur le MALG dont les chefs n'ont jamais été en odeur de sainteté chez les membres du groupe d'Oujda.

Ceci dit, et jusqu'à preuve du contraire, il ne subsiste, désormais, à la fin de cette interminable guerre des pôles, qu'un seul centre de décision, en l'occurrence la présidence de la République. Bien que longue à s'être dessinée, la normalisation des services de renseignement qui se serait faite, selon certains analystes, sous l'égide de l'entente cordiale algéro-française, cette normalisation ferait entrer le pays dans une nouvelle ère, à la condition que le Président Bouteflika qui doit, certainement, savourer une victoire tardive après laquelle il courait depuis 1999, en tire les conclusions, en rapport avec l'exigence de la Nation de vivre dans un Etat encadré par la loi et soustrait aux ambitions prédatrices des hommes politiques. A quand un Etat qui leur survive ? est une question restée, longtemps, en suspens et qui devrait trouver, rapidement, une réponse dans les formes constitutionnelles adéquates.

**Est-ce à dire que le Président Bouteflika a voulu suivre la même démarche que le Président Chadli Bendjedid, en adossant la réorganisation des services de renseignement à un projet qu'il a fait baptiser par ses porte-parole «Etat civil» ?**

Je ne vous le fais pas dire. Il lui a fallu ferrailler de longues années pour obtenir tout le pouvoir et échapper à la fatalité d'un Président réduit à inaugurer les chrysanthèmes ainsi qu'il lui fut suggéré par les militaires en 1994, proposition qu'il rejeta puis agréa en 1999 lorsque ces derniers acceptèrent, formellement, seulement, de

donner suite à certaines de ses conditions de retour à un pouvoir dont il pensa avoir été privé «injustement» à la mort du Président Houari Boumediène.

Je l'ai écrit dans *Les Présidents algériens à l'épreuve du pouvoir* paru, en 2014, chez Casbah Editions : Abdelaziz Bouteflika est, peut-être, parmi tous ceux qui l'ont précédé, à la tête de la République, le seul président politicien passé maître dans l'art de la manœuvre et du compromis, ses armes tactiques préférées pour réaliser ses objectifs.

Il est, quelque part, un Andreotti algérien, ce président démocrate chrétien du Conseil des ministres italien de l'après-guerre, connu pour sa longévité politique due à son entregent de florentin et ses qualités de redoutable négociateur de l'ombre.

Abdelaziz Bouteflika est dans cette disposition d'homme qui veut, aujourd'hui, faire consacrer son projet de dé militarisation de l'Etat comme l'a fait Chadli Bendjedid avec le FLN, en 1989, en plaidant pour la promotion en Algérie d'une gouvernance fondée sur le droit. L'armée acceptera-t-elle, de gaieté de cœur, de lâcher la proie pour l'ombre, les intérêts colossaux, en jeu, étant d'une importance vitale pour elle, économiquement, socialement et même idéologiquement puisqu'elle s'est arrogée, elle aussi, le droit divin «de conduire la Nation vers l'accomplissement de son destin» ?

N'ayant plus, pour le moment, de contradicteur visible, en face de lui, le Président Bouteflika a les coudées franches pour accélérer la cadence et donner corps à son idée, somme toute séduisante, n'était-ce l'autoritarisme ambiant en vigueur depuis 16 années. A la lumière de cette donnée, il semble bien que le pouvoir apparait avoir toutes les chances de rester, fondamentalement, militaire, même maquillé d'un vernis «civil» pour correspondre aux standards des pays occidentaux, nos partenaires de choix, en particulier la France qui vient de consolider, de façon spectaculaire, ses positions sur le marché économique algérien.

**Quels sont, selon vous, les éléments constitutifs de cet «Etat civil» dont on ne sait, pour le moment, rien du tout.**

Le contenu de l'idée se résume, au stade actuel, à son énoncé. Il faut piocher dans les anciennes positions et déclarations de Abdelaziz Bouteflika pour découvrir une tête de fil qui renseignerait sur ce à quoi il renvoie. Rappelons juste qu'il a toujours été réservé à l'endroit de l'armée dont il n'a apprécié ni l'intervention en Octobre 1988 ni les conséquences de l'interruption du processus électoral de 1991, en déclarant que la première violence émanait de l'armée et non des islamistes. En remontant plus loin dans l'Histoire et quand bien même il avait assumé les termes de la Proclamation du 19 Juin, il n'était pas en parfaite symbiose avec les orientations idéologiques du Président Houari Boumediène, étant, souvent, présenté par la presse internationale comme un libéral pro-occidental.

**Entretien réalisé par  
Mokhtar Benzaki**

A l'Etat fort et juste de son mentor, il donnait l'impression d'opposer, plutôt, l'idée d'un Etat moins spartiate et moins militarisé. D'où la constance de son refus catégorique de composer, d'égal à égal, avec l'armée et encore moins avec les services de renseignement devenus un Etat dans l'Etat.

Maintenant que sa marge de manœuvre s'est élargie va-t-il changer de cap et miser sur une réforme institutionnelle profonde qui ferait des Algériens des citoyens à part entière ? C'est le vœu de tout le monde. Mais, pour le moment, les vents semblent souffler dans la direction contraire aux souhaits du navire. La conjoncture économique et sécuritaire inquiétante, la santé périlante du Président, les convoitises étrangères et l'entrissement de l'oligarchie néo-capitaliste ne vont pas faciliter l'accomplissement d'une tâche aussi gigantesque. Il faudrait mobiliser toutes les énergies du pays, rassembler toutes les élites de la Nation afin de construire, enfin, 53 ans après l'indépendance, un Etat moderne qui survive aux hommes et aux vicissitudes de leurs ambitions.

Les Algériens ne mériteraient-ils pas de s'engager dans la même voie que les Vietnamiens ou les Turcs qui ont eu l'intelligence et le courage politique, en temps voulu, de rompre avec leurs régimes militaires ?

**A l'issue de cette cascade d'événements, le Président pourra-t-il régler sa succession, à sa convenance ?**

On n'en est pas encore là. Sauf incident intercurrent majeur, le Président est déterminé à aller jusqu'au bout de son mandat qui s'achèvera en 2019. D'ici là, de l'eau aura coulé sous les ponts. Néanmoins, la question dépasse le niveau des personnes. Les Algériens devraient, armés de toutes les leçons du passé, arriver à concevoir des mécanismes institutionnels impersonnels qui régleraient tous les problèmes et les imprévus du vivre-ensemble, sans avoir à recourir à l'arbitrage des puissances étrangères, intéressées à limiter la souveraineté nationale et les capacités de défense du pays. Ils en sont capables, pour peu qu'ils portent, sur eux-mêmes, un regard de respect, mettant un terme à l'autodénigrement et à l'autodépréciation. Sans perdre de vue, cependant, que tout s'arrache et ne se donne pas, dans une lutte ininterrompue pour la conquête de droits assurant aux citoyens responsabilité, honneur, dignité et partage.

**Un dernier mot ?**

L'Histoire est le seul juge du comportement des hommes qui dirigent les Nations. Encore faut-il que ceux-ci puissent écrire leurs mémoires afin d'édifier les générations sur leur contribution à l'œuvre commune mais aussi sur les erreurs qu'ils ont été amenés à commettre. On serait bien curieux de lire celles du général Toufik sur une période, cruellement, pauvre en témoignages de première main.

Les anciens directeurs de la CIA, de la DGSE ou du M16 se sont, dans leur majorité, livrés à cet exercice, en livrant... des renseignements utiles à la compréhension de l'Histoire immédiate de leurs pays. Pourquoi pas lui ? Ce serait bien instructif...

**M. B.**